



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3280

Texte de la question

SITUATION FINANCIÈRE MONDIALE

M. le président. La parole est à M. Nicolas Perruchot, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Nicolas Perruchot. Madame la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la France commence à être cernée par les difficultés financières.

M. Jean Glavany. Commence ?

M. Nicolas Perruchot. Nous pensons que la crise de l'euro était circonscrite à quelques pays ; il n'en est rien. Les modalités du nouveau plan d'aide à la Grèce sont en train d'être précisées et une question inéluctable se pose, celle de l'éventuel rééchelonnement de sa dette. La Belgique et l'Italie ont vu leur perspective de note dégradée de " stable " à " négative ". L'Espagne se dirige à grands pas vers un plan d'austérité sans précédent alors que la majorité socialiste vient de connaître un revers électoral. Quant à l'Irlande et au Portugal, ils connaissent encore les soubresauts de la crise, en devant emprunter sur les marchés à des taux élevés.

La crise de la dette souveraine ne semble donc en aucun cas terminée. Les inquiétudes concernant la situation budgétaire de nos voisins européens continuent de peser sur la monnaie unique. Ainsi, l'euro chutait, hier, sous le seuil de 1,40 dollar. Aussi le groupe Nouveau Centre fonde-t-il un certain nombre d'espoirs sur le sommet du G8, qui se tiendra en fin de semaine à Deauville.

La situation financière internationale est d'autant plus préoccupante qu'elle a un effet direct sur le quotidien et le pouvoir d'achat de nos concitoyens. La crainte d'une contagion et donc, à terme, du déclassement de notre économie est devenue aujourd'hui une réalité, d'autant plus aiguë que nous entrons en période préélectorale, période qui est souvent l'occasion de promesses sans lendemain, toutes plus coûteuses les unes que les autres.

Madame la ministre, ma question est double : comment le Gouvernement apprécie-t-il les difficultés récentes que connaît la zone euro à la veille du sommet de Deauville ? Pouvez-vous rassurer les Français quant aux perspectives économiques de cette fin d'année ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe NC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Roland Muzeau. Et de Bernard Tapie !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, quelle est la situation de la France, dans l'environnement financier redoutable que vous venez de décrire ?

Sur le plan financier, notre pays possède, de même que l'Allemagne et quatre autres des vingt-sept pays de l'Union européenne, une signature " AAA ", qui lui garantit des financements dans les meilleures conditions possibles.

Par ailleurs, l'économie française est repartie. En 2010, la croissance a été de 1,5 %, et les chiffres du premier trimestre 2011 sont excellents, de sorte que nous avons toutes les raisons de penser que notre prévision de croissance de 2 % sera atteinte cette année. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

En outre, ainsi que vient de le rappeler Xavier Bertrand, notre économie crée à nouveau des emplois : 125 000 créations nettes en 2010 et plus de 58 000 au premier trimestre 2011. La trajectoire est manifestement au-delà des prévisions que nous avons envisagées. Enfin, nous parvenons, mieux qu'un certain nombre de nos voisins - je pense en particulier à la Grande-Bretagne -, à tenir l'inflation.

Ces résultats s'expliquent par le fait que, sous l'autorité du Président de la République et du Premier ministre,

nous avons mené une politique économique fondée sur deux axes principaux : premièrement, l'assainissement des finances publiques - nous devons tenir cette ligne ensemble, quelles que soient les circonstances, et François Baroin et moi nous y attachons quotidiennement ; deuxièmement, la restauration de la compétitivité de l'économie française, impératif fondé en particulier sur l'innovation. C'est pourquoi, avec le Premier ministre, nous avons toujours défendu des mesures telles que le crédit d'impôt recherche, qui sont fondamentales pour améliorer la plus-value dégagée par la France.

L'environnement que vous évoquiez est difficile pour trois pays : la Grèce, l'Irlande et le Portugal, qui représentent ensemble 6 % du produit intérieur brut de l'Union européenne. Nous avons pris des mesures de solidarité, et nous continuerons à les prendre ; en contrepartie, ces trois pays doivent faire des efforts. Mais nous devons avant tout tenir le cap pour la France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Perruchot](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (1^{re} circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3280

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 mai 2011